

BUREAU VERITAS SA

REIMS
Parc d'Affaires Reims Champigny
Allée Jean Marie Amelin
51370 CHAMPIGNY France
Téléphone : 03 26 05 15 25
Mail : julien.rader@fr.bureauveritas.com

A l'attention de M. GELLE Guillaume

Président de l'URCA
VILLA DOUCE
9, BOULEVARD DE LA PAIX
51724 REIMS CEDEX

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante

(Articles R 1334-17, R 1334-18 et R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique, Norme NF X 46-020)



Intervention du 31/03/2016

Coordonnées du site :

Nom du site :

Latitude :

Longitude :

Lieu d'intervention : Bâtiment 1 - Administration
CAMPUS MOULIN DE LA HOUSSE
BP 1040
51724 REIMS CEDEX

Numéro d'affaire : 6353993

Référence du rapport : 6353993/S7.17.1.rev5.R

Annule et remplace : 6353993/S7.17.1.rev4.R en date du 09/12/2016, il vous appartient de détruire l'ancienne version en votre possession.

Rédigé le : 13/12/2016

Par : Julien RADER

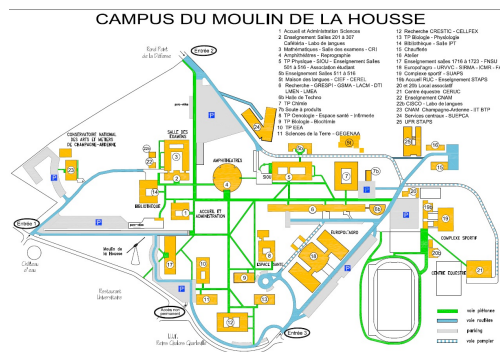
Date de la commande : 02/08/2016

Périmètre de repérage : Voir §6.1

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par Bureau Veritas Certification 60, avenue du Général De Gaulle - 92046 Paris La Défense - Certificat n° 2593101 délivré le 22/03/2013 et valable jusqu'au 21/03/2018. Ce document a été validé par son auteur.

Ce rapport contient 24 pages y compris les annexes.

Signature :

SOMMAIRE

1 CONCLUSIONS.....	3
1.1 Recommandations pour les matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante.....	3
1.2 Obligations de communication.....	3
1.3 Obligations à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.....	3
2 IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES ET INTERVENANTS.....	5
2.1 Parties prenantes.....	5
2.2 Opérateur(s) de repérage.....	5
3 DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE.....	6
3.1 Textes Réglementaires.....	6
3.2 Méthodologie de la mission.....	6
3.3 Limites de la mission.....	7
4 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	9
4.1 Informations relatives au bâtiment.....	9
4.2 Écarts par rapport à la norme et aux textes en vigueur.....	9
5 RESULTATS DU REPERAGE.....	10
5.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante	10
5.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante	10
6 ANNEXES.....	12
6.1 Parties d'immeuble visitées.....	12
6.2 Planche(s) de repérage.....	14
6.3 Photos.....	19
6.4 Grille d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B.....	20
6.5 Attestation et certificat.....	23

1 CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits des listes A et/ou B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique contenant de l'amiante.

Pour la liste des matériaux et produits contenant de l'amiante, se reporter au §5

Remarque(s) complémentaire(s): On note que les plaques de couvertures sur le bâtiment garage sont dégradées ponctuellement.

1.1 Recommandations pour les matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante

Des matériaux ou produits de la liste B contenant des fibres d'amiante ont été repérés.

Une évaluation de l'état de conservation de ces matériaux a été réalisée. Cette évaluation a abouti aux recommandations suivantes :

Pour les zones homogènes ayant obtenu la recommandation « évaluation périodique (EP) »

le(s) matériau(x) ou produit(s) concerné(s) contenant de l'amiante et l'étendue des dégradations qu'il(s) présente(nt) et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le(s) matériau(x) ou produit(s). Cette évaluation périodique consiste à :

- a) contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

Pour les zones homogènes ayant obtenu la recommandation « action corrective de premier niveau (AC1) »

le(s) matériau(x) ou produit(s) concerné(s) contenant de l'amiante et l'étendue des dégradations qu'il(s) présente(nt) et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés.

Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation.

1.2 Obligations de communication

Dans tous les cas, et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

1.3 Obligations à l'issue des travaux de retrait ou de confinement

Matériaux de la liste B :

Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel des surfaces traitées et à une mesure du niveau

d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à 5 fibres/litre.

2 IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES ET INTERVENANTS

2.1 Parties prenantes

Partie prenante	Société	Adresse	Coordonnées
Commanditaire du repérage	Président de l'URCA M. Guillaume GELLE	VILLA DOUCE 9, BOULEVARD DE LA PAIX 51724 REIMS CEDEX	+33326913903 +33326913982
Propriétaire	Université de Reims Champagne Ardenne Guillaume GELLE - Président	9, Boulevard de la Paix 51724 Reims Cedex	0326913903 0326913982
Accompagnateur	DPLDD Christine DEVERDENNE - Chargée d'opérations	9, boulevard de la Paix 51724 Reims Cedex	0326913903 0326913982 christine.deverdenne@uni- v-reims.fr

2.2 Opérateur(s) de repérage

Société	Nom	Organisme de certification	N° de certification*	Date d'obtention de la certification	Date de validité de la certification
Bureau Veritas 77569062104320	Julien RADER	Bureau Veritas Certification	2593101	22/03/2013	21/03/2018

3 DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, en vue de la constitution du Dossier Technique Amiante.

3.1 Textes Réglementaires

- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9 selon le Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 12 décembre 2012 (modifié par l'arrêté du 26 juin 2013) relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 (modifié par l'arrêté du 26 juin 2013) relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».
- Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante.
- Norme NFX 46-020 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

3.2 Méthodologie de la mission

Lors de la première phase, l'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique accessibles sans travaux destructifs.

A cette fin, il examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti. Il détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes. Les zones présentant des similitudes d'ouvrage permettent d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements pour analyse.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels qui doivent être justifiés par l'opérateur, certaines parties de l'immeuble bâti ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs.

Lors de la deuxième phase, en prenant en compte les zones présentant des similitudes d'ouvrage, l'opérateur de repérage identifie et localise parmi les matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique ceux qui contiennent de l'amiante.

Matériaux et produits de la liste A :

Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

Composant à sonder ou à vérifier
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Matériaux et produits de la liste B :

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiseries, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux de cloisons.

2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.	Enduites projetés, panneaux collés ou visés.
Planchers.	Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduites de fluides (air, eau, autres fluides ...).	Conduits, enveloppes de calorifuges.
Clapets / volets coupe-feu.	Clapets, volets, rebouchage.
Portes coupe-feu.	Joints (tresse, bandes).
Vide-ordures.	Conduits.
4. Éléments extérieurs	
Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
Bardages et façades légères.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibre-ciment).
Conduits en toiture et façades.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

A cette fin, il conclut quant à la présence d'amiante dans ces matériaux et produits, pour chacun des matériaux et produits repérés à l'issue de la première phase, en fonction des informations et des moyens dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés.

En cas de doute, il détermine les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou des échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante. Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur du matériau. L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés. Il transmet au laboratoire d'analyse une fiche d'accompagnement.

L'ensemble des prélèvements est réalisé dans le respect du mode opératoire.

Conformément aux dispositions de l'article R. 1334-24 du code de la santé publique, les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

L'opérateur conclut définitivement à l'absence ou à la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré.

Pour les matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : l'opérateur de repérage précise le critère (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante.

Pour les matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : l'opérateur de repérage précise le critère (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou l'absence d'amiante. Pour chacun des matériaux et produits repérés, en fonction de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. Dans ce cas, il précise dans sa conclusion que le critère qui lui a permis de conclure est son jugement personnel.

Lors de la troisième phase, l'opérateur de repérage évalue par zone homogène l'état de conservation de chaque matériau ou produit contenant de l'amiante.

3.3 Limites de la mission

La recherche des matériaux pouvant contenir de l'amiante (MPCA) des listes A et/ou B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique est réalisée sur les matériaux accessibles sans sondage destructif, avec prélèvements d'échantillons selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NF X46-020 et des arrêtés du 12 décembre 2012 modifiés.

Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment. Certains MPCA des listes A et/ou B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche conventionnelle : détermination de zones homogènes, fréquence de sondages à l'intérieur de celles-ci. Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA des listes A et/ou B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique puissent être mis en évidence ultérieurement lors d'opérations de travaux, de démolition ou de réhabilitation.

La mission porte exclusivement sur les parties de bâtiments et les locaux dont la liste est détaillée en annexe « Parties d'immeuble visitées ».

La présente mission ne doit pas être confondue avec celle qui incombe au maître de l'ouvrage en matière de repérage d'amiante avant travaux de démolition au titre de l'article R 1334-22 du Code de la Santé Publique et de l'arrêté correspondant du 26 juin 2013.

Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites de la présente mission.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante. Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté. L'intervention ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

Les résultats antérieurs, en matière de repérage d'amiante, communiqués dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires et normatifs.

4 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

4.1 Informations relatives au bâtiment

Bâtiment	Fonction principale	Classement (ERP)	Date du permis de construire ou année de construction	Année de réhabilitation ou description des modifications :
Bâtiment 1 - Administration	Enseignement supérieur/recherche	ERP 5ème catégorie	non communiqué	non communiqué

4.2 Écarts par rapport à la norme et aux textes en vigueur

A la suite de la visite référencée ci-dessus et conformément aux dispositions en vigueur, nous vous informons des conditions spécifiques de notre repérage .

La mission de repérage ne s'est pas déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020 et/ou autres spécifications relatives introduites par les textes réglementaires en vigueur.

Les écarts suivants sont à signaler :

Absence de documents décrivant les ouvrages (plans, croquis)

Absence d'informations sur la date de délivrance du permis de construire

Absence d'informations décrivant les produits, matériaux et protections physiques mises en place

Absence de communication des anciens rapports de repérage

5 RESULTATS DU REPERAGE

5.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante

Il n'a pas été repéré de matériau et produit de la liste A contenant de l'amiante.

5.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante

Date d'intervention	Matériaux ou produits contenant de l'amiante						
	Matériau (Réf. Échantillon)	Description	Composant de la construction	P, D, SP ou SD ⁽²⁾ (Réf. plan)	Observations	Critère de décision	⁽¹⁾ Etat de conservation
Légende : (1) : Recommandations suite au résultat de l'état de conservation : EP Évaluation périodique , AC1 Action corrective de premier niveau, AC2 Action corrective de second niveau ; (2) : P pour Prélèvement, D pour Déclaré, SP pour Sondage à partir d'un prélèvement et SD pour Sondage à partir d'un Déclaré							
Bâtiment–Étage : Bâtiment 1 - Administration Administration > Vide sanitaire							
06/12/2016	Conduit	fibre-ciment gris(e) Conduit circulaire en fibre ciment	Conduit	D (JR1)	/	Jugement personnel	EP
Bâtiment–Étage : Bâtiment 1 - Administration Garages							
06/12/2016	Plaque	ondulée en fibre-ciment gris(e) Couverture en plaque ondulées contenant de l'amiante	Toiture	D (JR2)	/	Jugement personnel	EP
Bâtiment–Étage : Bâtiment 1 - Administration Garages > Abri de stockage							
06/12/2016	Plaque	ondulée en fibre-ciment gris(e) Plaque ondulée contenant de l'amiante	Toiture	D (JR5)	/	Jugement personnel	EP
Bâtiment–Étage : Bâtiment 1 - Administration Garages > Garage 1							
06/12/2016	Plaque	ondulée en fibre-ciment gris(e)	Toiture	D (JR3)	/	Jugement personnel	EP

Date d'intervention	Matériaux ou produits contenant de l'amiante						
	Matériau (Réf. Échantillon)	Description	Composant de la construction	P, D, SP ou SD ⁽²⁾ (Réf. plan)	Observations	Critère de décision	⁽¹⁾ Etat de conservation
Légende : (1) : Recommandations suite au résultat de l'état de conservation : EP Évaluation périodique , AC1 Action corrective de premier niveau, AC2 Action corrective de second niveau ; (2) : P pour Prélèvement, D pour Déclaré, SP pour Sondage à partir d'un prélèvement et SD pour Sondage à partir d'un Déclaré							
Bâtiment–Étage : Bâtiment 1 - Administration Garages > Garage 2							
06/12/2016	Plaque	ondulée en fibre-ciment gris(e) Plaque ondulée contenant de l'amiante	Toiture	D (JR4)	/	Jugement personnel	EP
Bâtiment–Étage : Bâtiment 1 - Administration Garages > Passage							
06/12/2016	Plaque	ondulée en fibre-ciment gris(e) Plaque ondulée contenant de l'amiante	Toiture	D (JR6)	/	Jugement personnel	AC1

6 ANNEXES

6.1 Parties d'immeuble visitées

La présente liste présente les locaux et/ou zones inspectés par l'opérateur dans le cadre de la mission confiée à BUREAU VERITAS.

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à BUREAU VERITAS toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux ou zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

Localisation	Commentaires
Administration > Autocom	/
Administration > Relais étudiant	/
Administration > Logistique	/
Administration > Scolarité	/
Administration > Responsable scolarité	/
Administration > Secrétariat de direction	/
Administration > Chef scolarité	/
Administration > Chef service administration	/
Administration > Responsable logistique	/
Administration > Correspondant Hygiène et sécurité	/
Administration > Bureau du doyen	/
Administration > Chargé de communication	/
Administration > Directeur adjoint	/
Administration > Salle de convivialité	/
Administration > Service technique	/
Administration > Vice doyen étudiant	/
Administration > Sanitaires	/
Administration > Réunion conseil administration	/
Administration > Gestion des salles	/
Administration > Bureaux	/
Administration > Archives	/
Administration > Circulation	/
Accueil > Guichet d'accueil	/
Local SSI > Local SSI	/
Garages > Garage 1	/
Garages > Garage 2	/
Garages > Passage	/
Garages > Abri de stockage	/
Administration > Vide sanitaire	/

6.2 Planche(s) de repérage

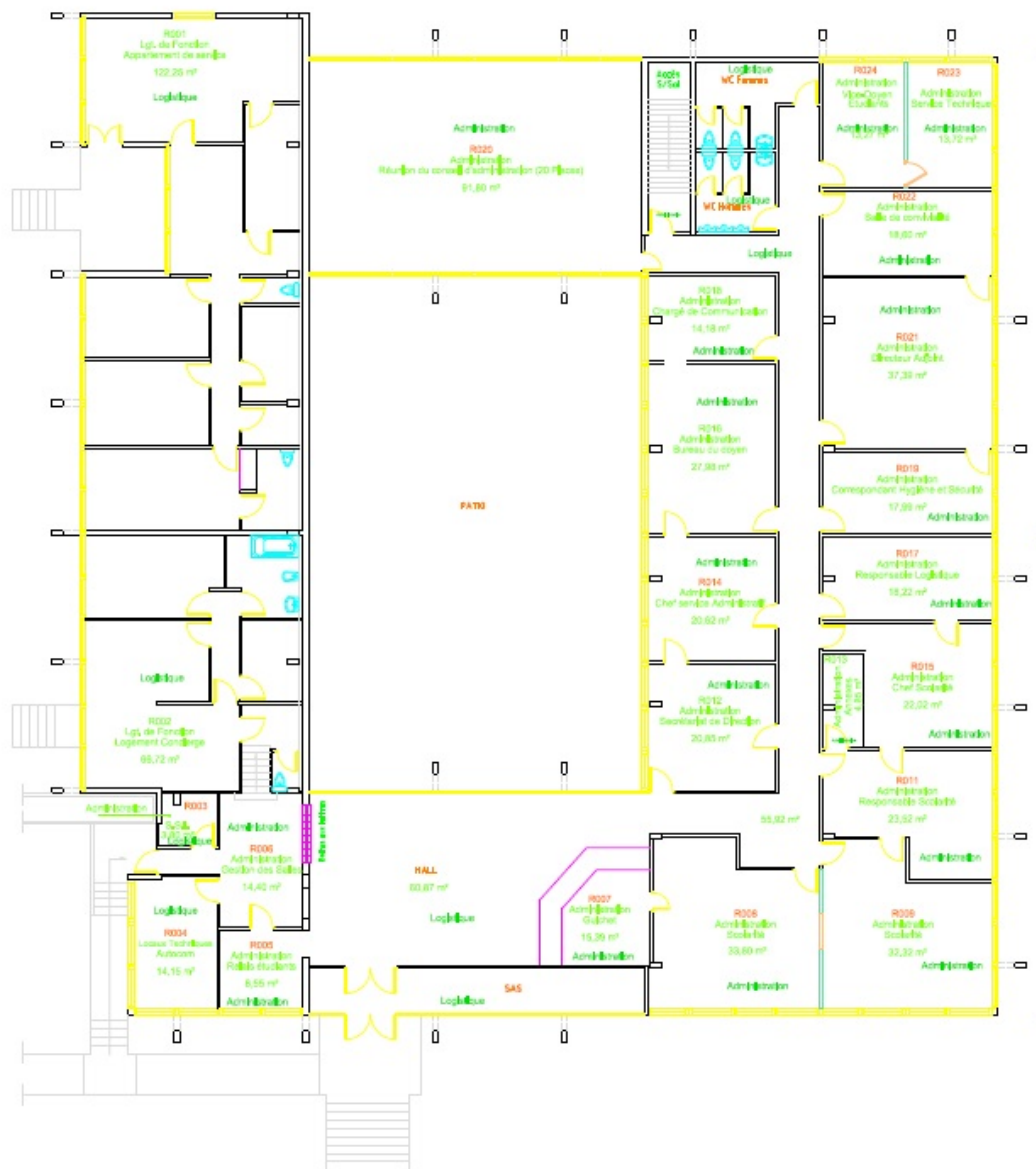


Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport)		
Site : Bâtiment 1 - Administration	Adresse : CAMPUS MOULIN DE LA HOUSSE BP 1040 51724 REIMS CEDEX	Localisation : Administration
Réalisé par : Julien RADER	N° de planche : 1 / 4	

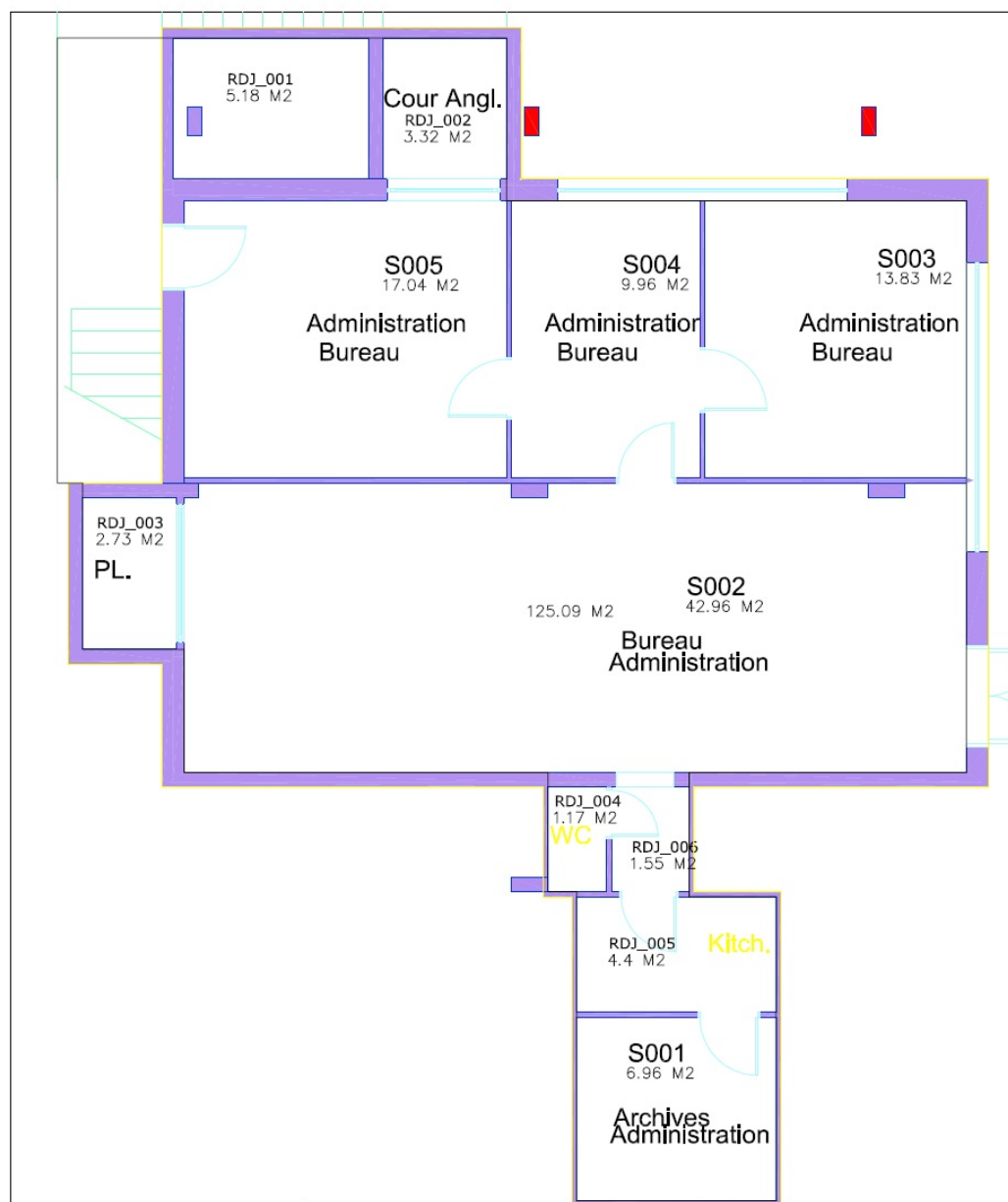
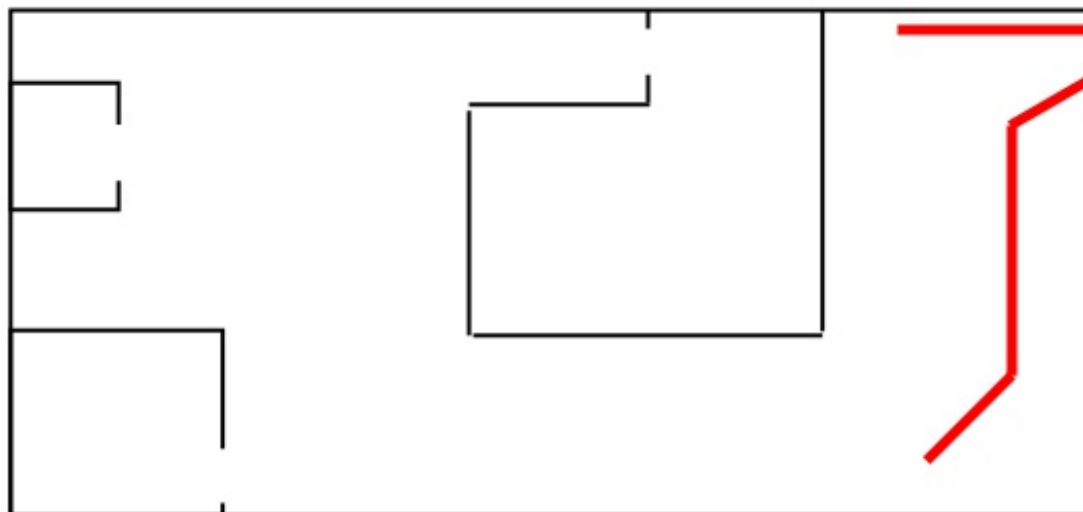


Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport)		
Site : Bâtiment 1 - Administration	Adresse : CAMPUS MOULIN DE LA HOUSSE BP 1040 51724 REIMS CEDEX	Localisation : Administration
Réalisé par : Julien RADER	N° de planche : 2 / 4	

Croquis du vide sanitaire

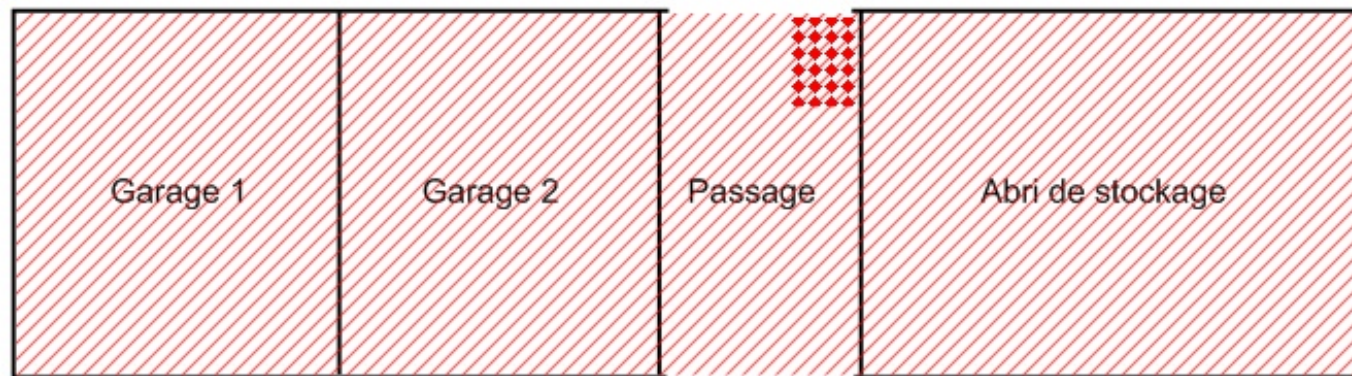


LEGENDE

 Conduits circulaire en amiante-ciment

Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport)		
Site : Bâtiment 1 - Administration	Adresse : CAMPUS MOULIN DE LA HOUSSE BP 1040 51724 REIMS CEDEX	Localisation : Administration > Vide sanitaire
Réalisé par : Julien RADER	N° de planche : 3 / 4	

Croquis des Garages



LEGENDE



Couverture en tôles ondulées contenant de l'amiante



Forte dégradation repérée localement

Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport)		
Site : Bâtiment 1 - Administration	Adresse : CAMPUS MOULIN DE LA HOUSSE BP 1040 51724 REIMS CEDEX	Localisation : Garages
Réalisé par : Julien RADER	N° de planche : 4 / 4	

6.3 Photos



Déclaré - JR1 : Administration > Vide sanitaire - Conduit - EP-
(Présence d'amiante)

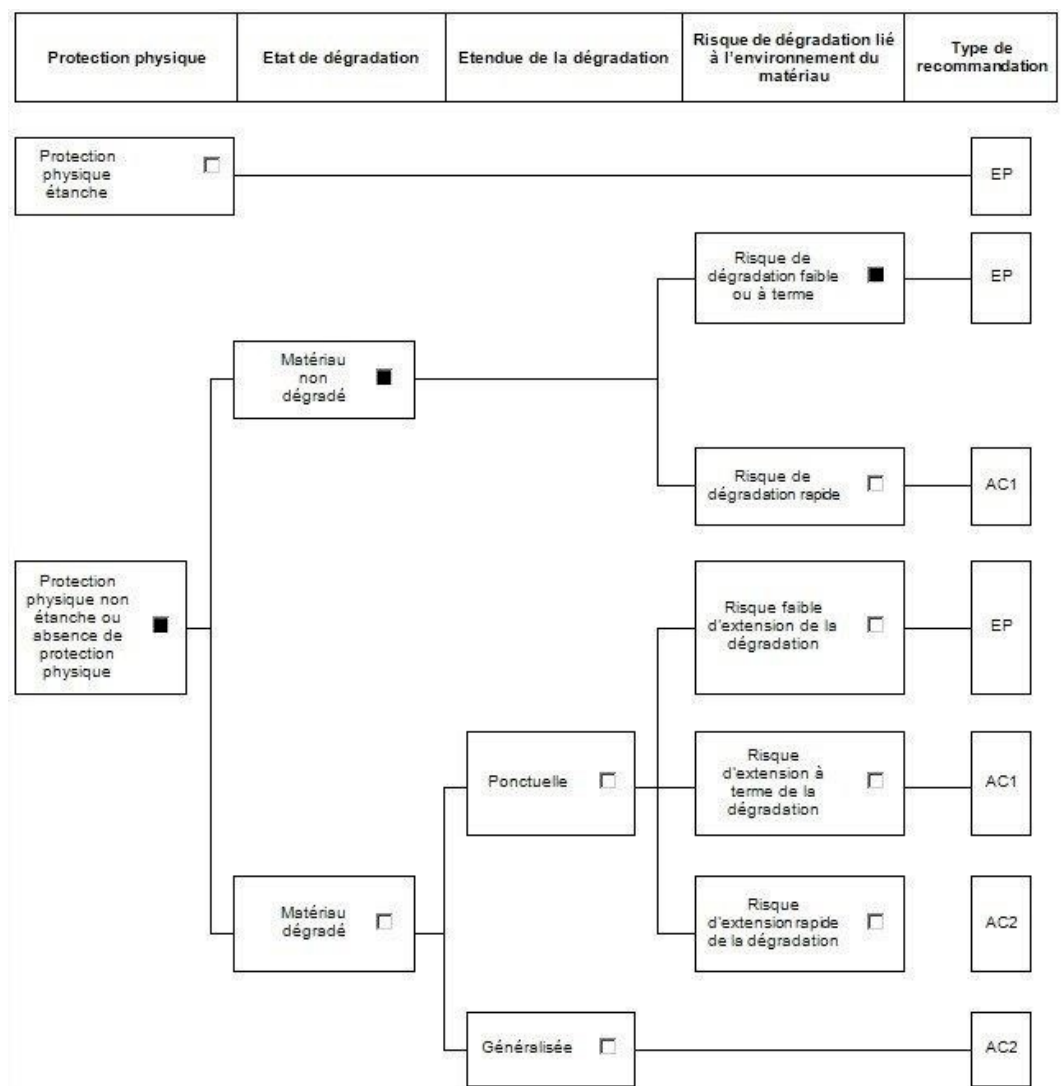


Déclaré - JR6 : Garages > Passage - Plaque - AC1- (Présence
d'amiante)

6.4 Grille d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B

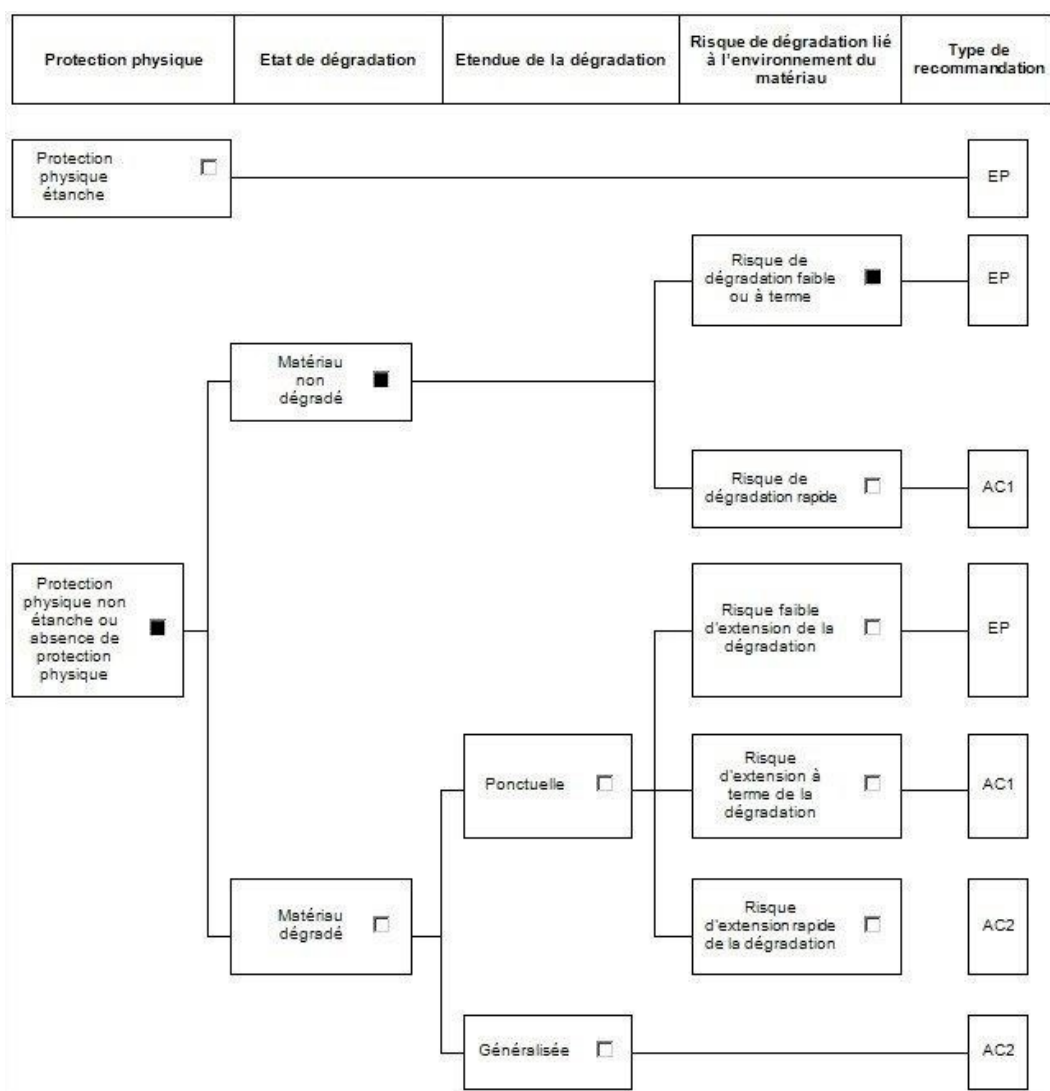
Grille d'évaluation de l'état de conservation de Conduit	
N° de dossier	6353993/S7/17
Date de l'évaluation	31/03/2016
Bâtiment	Bâtiment 1 - Administration
Local ou zone homogène	Administration > Vide sanitaire
Destination déclarée du local	Vide sanitaire

Résultat de la grille d'évaluation du Conduit	Conclusion : en fonction des résultats
Score EP	Evaluation périodique



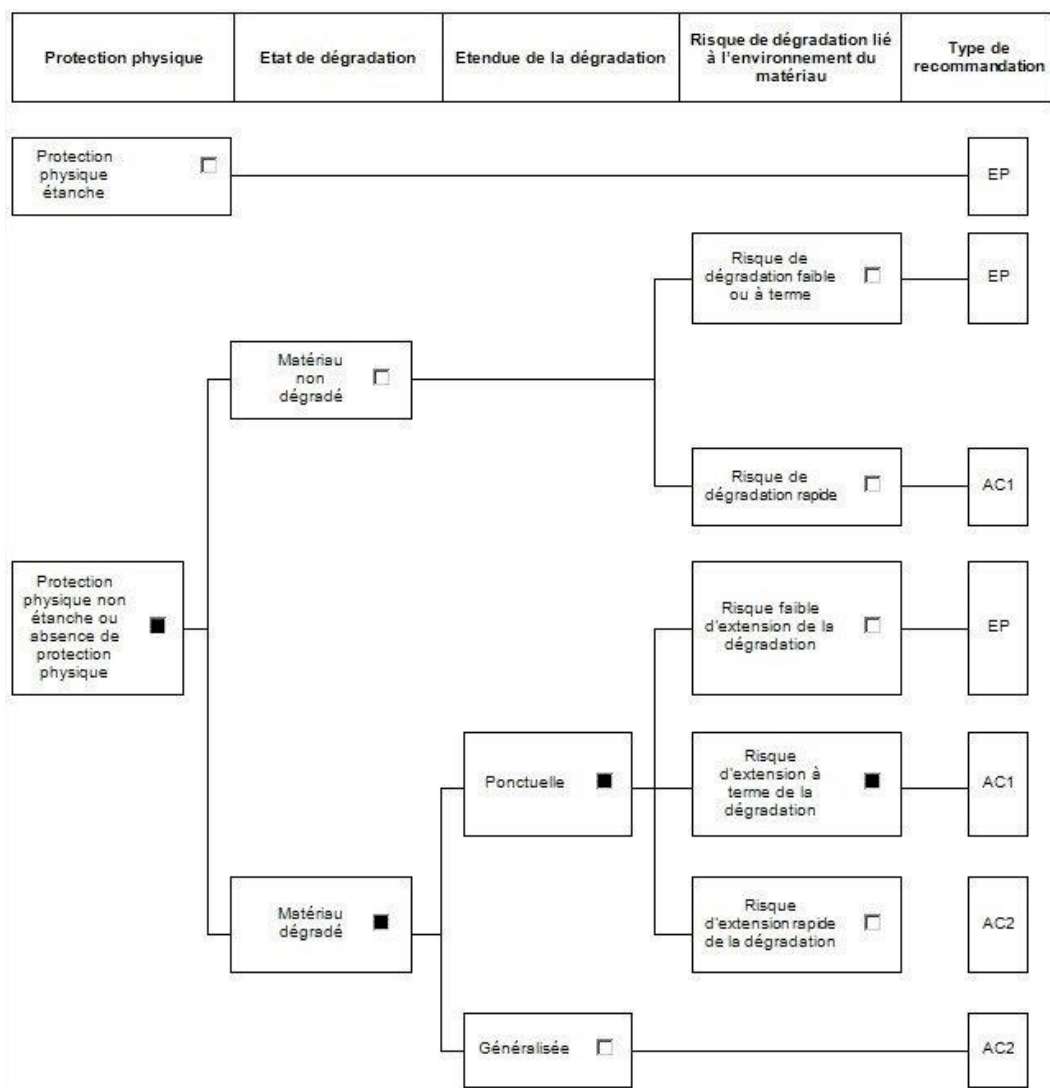
Grille d'évaluation de l'état de conservation de Plaque	
N° de dossier	6353993/S7/17
Date de l'évaluation	31/03/2016
Bâtiment	Bâtiment 1 - Administration
Local ou zone homogène	Garages, Garages > Abri de stockage, Garages > Garage 1, Garages > Garage 2
Destination déclarée du local	Garage

Résultat de la grille d'évaluation du Plaque	Conclusion : en fonction des résultats
Score EP	Evaluation périodique



Grille d'évaluation de l'état de conservation de Plaque	
N° de dossier	6353993/S7/17
Date de l'évaluation	31/03/2016
Bâtiment	Bâtiment 1 - Administration
Local ou zone homogène	Garages > Passage
Destination déclarée du local	Garages - Passage

Résultat de la grille d'évaluation du Plaque	Conclusion : en fonction des résultats
Score AC1	Action corrective de premier niveau



6.5 Attestation et certificat

Attestation d'assurance :



La présente attestation valable du 01/01/2016 au 31/12/2016 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Paris, le 06/01/2016

MSIG Insurance Europe AG
65, rue de Valenciennes 75009 Paris
Tél : 01 43 00 12 42 – Fax : 01 43 07 12 34
RCS Paris 75143362 APPE 6512 Z
Sage social: Au des Dornikaren 11-27
Allemagne



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

BUREAU VERITAS
6771 Boulevard du Châtelet
92200 NEUILLY SUR SEINE

a souscrit auprès de notre Compagnie, un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro **F210150414**.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incombent à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic amiante tels que :

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives)
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante
- Examen technique après travaux de désamiantage
- Mesures de décontamination des surfaces et des équipements dans l'air des immeubles bâties
- Prélèvement et analyses d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs / leurs postes de travail
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction
- Diagnostic amiante sur équipements industriels
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés.

Mais également analyses et/ou prélèvements d'échantillons, missions de recherche d'amiante, conseil en performance énergétique et/ou toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil découlant des missions de diagnostics ci-dessus et y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

MONTANTS DE GARANTIES

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION :

Tous dommages corporels (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), par anitaire 1 000 000 EUR

RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE PENDANT ET/OU APRES PRESTATION :

Tous dommages corporels (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), par année d'assurance 1 000 000 EUR

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65, rue de Valenciennes 75009 Paris
Tél : +33(0)1 43 00 12 42
Fax : +33(0)1 43 07 12 34

RCS Paris 75143362 APPE 6512 Z
Sage social: Au des Dornikaren 11-27
10008 Cologne
Allemagne

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65, rue de Valenciennes 75009 Paris
Tél : +33(0)1 43 00 12 42
Fax : +33(0)1 43 07 12 34

RCS Paris 75143362 APPE 6512 Z
Sage social: Au des Dornikaren 11-27
10008 Cologne
Allemagne

Certificat :



BUREAU VERITAS
Certification



1828

Certificat
Attribué à

Monsieur Julien RADER

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat
Amiante	Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	22/03/2013	21/03/2018
DPE avec mention	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification	22/03/2013	21/03/2018
Plomb sans mention	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification	22/03/2013	21/03/2018

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : www.bureauveritas.fr/certification-diag



MIXTE
Papier
FSC C021765



Date : 22/03/2013
Numéro de certificat : 2593101

Jacques MATILLON
Directeur Général



BUREAU EN CHARGE : Bureau Veritas Certification France - 60, avenue du Général de Gaulle - 92048 Paris La Defense
BUREAU EMETTEUR : Bureau Veritas Certification France - 41, chemin des Peupliers - BP 58 - 89673 Dardilly Cedex



cofrac



**CERTIFICATION
DE PERSONNES**
ACCREDITATION
N°4-0087
portée disponible
sur www.cofrac.fr